

Loi El Khomri : machine de guerre antisyndicale

21 mars – Le gouvernement pensait sans doute que l'élan d'« unité nationale » raciste ayant suivi les attentats criminels du 13 novembre lui permettrait de faire passer sans encombre son projet de loi El Khomri : le PCF avait même voté l'état d'urgence. Hollande et Valls avaient déjà fait passer la loi Macron l'année dernière dans la foulée de la communion nationale antimusulmans « je suis Charlie ». Mais le scénario prescrit pourrait dérailler alors que le projet de loi cristallise la haine accumulée depuis près de quatre ans contre ce gouvernement capitaliste raciste. Des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont manifesté dès le 9 mars pour exiger le retrait du projet, puis à nouveau le 17.

A bas la « guerre contre le terrorisme » et les mesures racistes d'Etat policier !

Cette loi a pour objectif de précariser qualitativement l'emploi en permettant aux patrons de licencier pratiquement sans justification, sans délai et sans frais. Ils pourraient imposer le forfait jour : des journées de 10 ou 12 heures payées 7. Il suffirait pour ce genre de mesure qu'un « accord » soit formalisé, y compris au moyen d'un « référendum ». C'est une véritable machine de guerre contre les syndicats : le référendum pourrait être organisé par le patron pour peu que celui-ci mette de son côté dans les PME un « salarié mandaté », et ailleurs des bureaucrates syndicaux obtenant à peine 30 % aux élections professionnelles. Ce serait le couronnement d'années d'attaques antisyndicales souvent menées avec l'active collaboration des bureaucrates syndicaux (loi Sarkozy sur la représentativité syndicale, etc.). **A bas la loi El Khomri !**

Pendant ce temps le gouvernement multiplie les poursuites contre les travailleurs qui se battent – et maintenant contre les jeunes en lutte. **Levée immédiate de toutes les poursuites contre les syndicalistes d'Air France et de Goodyear et contre les manifestants arrêtés ces derniers jours !** Les capitalistes français ne se contentent pas de la faiblesse des syndicats, avec moins de 8 % de syndiqués. Il y en a manifestement, et jusqu'au gouvernement, qui pensent qu'on peut

se passer pour de bon de la collaboration des bureaucrates syndicaux : ils pensent que la lutte de classe c'est terminé – sauf celle que mènent les capitalistes contre les ouvriers. **Valls, Hollande : Bas les pattes devant les syndicats !**

L'aspect antisyndical de la loi n'est pourtant guère mis en avant, même à gauche où l'on met l'accent sur la défense du « Code du travail ». Lutte ouvrière parle ainsi dans son éditorial du 14 mars de « remise en cause du Code du travail », alimentant ainsi l'illusion que le Code du travail serait en soi un acquis ouvrier et que l'Etat capitaliste serait au-dessus des classes sociales. En réalité, le Code du travail fixe simplement le cadre dans lequel les ouvriers sont obligés de vendre leur force de travail pour arriver péniblement à subsister ; pour l'essentiel il spécifie des avantages particuliers pour tel ou tel type de patron dans telle ou telle circonstance ; le reste représente des acquis que nous défendons, issus des luttes ouvrières dans la rue et sur les piquets de grève.

Pourtant Laurent Berger, de la CFDT, s'est précipité pour approuver le projet El Khomri après quelques aménagements cosmétiques. Quant aux directions de la CGT, de FO ou de SUD, elles se sont lancées à reculons dans la mobilisation le 9 mars. Pendant quatre ans elles n'ont pratiquement pas bronché contre les attaques de ce gouvernement capitaliste, car c'était **leur** : le chef de la CGT en 2012, Bernard Thibault, avait officiellement appelé à voter pour François Hollande. Les bureaucrates syndicaux ont pour seul horizon la gestion du capitalisme français, ce qui aujourd'hui plus que jamais veut dire la destruction progressive des acquis ouvriers.

Il ne faut pourtant pas jeter le bébé avec l'eau du bain : en dépit des trahisons des bureaucrates, les syndicats sont les organisations de base de défense économique de la classe ouvrière sur le lieu de production. La lutte pour défendre les syndicats est le point de départ à toute défense des acquis ouvriers, y compris les plus élémentaires comme la journée de travail de 7 ou 8 heures. C'est **à la classe ouvrière** de chasser les traîtres à la tête des syndicats et les remplacer par une direction lutte de classe **renforçant** les syndicats. Cette lutte est inséparable du combat pour un parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde.

PCF, NPA, LO ont dévié la lutte anti-CPE vers le vote Ségolène Royal

Il y a dix ans, le gouvernement Chirac-Sarkozy-Villepin avait aussi tenté de surfer sur une campagne raciste contre les jeunes d'origine maghrébine et africaine qui venaient de se soulever dans la révolte des banlieues : il avait proposé une

mesure pour généraliser la précarité pour tous les jeunes nouvellement embauchés, le « Contrat première embauche » (CPE). Les étudiants et lycéens s'étaient mobilisés pendant des semaines, marquées par la tentative du gouvernement d'attiser le racisme en faisant campagne contre les lycéens de banlieue étiquetés comme des « casseurs ». Mais le mouvement ouvrier s'était mobilisé de façon croissante jusqu'à ce que le gouvernement retire le CPE.

Une mobilisation de la jeunesse peut être l'étincelle pour une mobilisation ouvrière d'ampleur, comme cela a été le cas en 2006 avec le CPE ou en Mai 68. Mais c'est la classe ouvrière qui a la puissance sociale pour arrêter la main des capitalistes et de leur gouvernement, car c'est elle qui dans les usines, les ports, les raffineries, les moyens de transport, etc., produit les richesses et les profits que s'approprient les capitalistes. En cessant le travail elle peut mettre toute l'économie à l'arrêt.

Le CPE a été la dernière victoire politique significative contre le gouvernement capitaliste en France obtenue grâce à une mobilisation de masse. Pourtant les travailleurs n'ont cessé depuis de subir d'énormes reculs, et la loi El Khomri est même plus brutale que le CPE. Alors pourquoi ? Comment empêcher que cela ne se reproduise à nouveau ?

Il y a dix ans nous avons mis en garde que les réformistes allaient canaliser la mobilisation vers les élections présidentielles de l'année suivante. Et effectivement PCF, NPA et Lutte ouvrière avaient appelé à voter Ségolène Royal en 2007. Non contents de cette trahison, ils ont récidivé cinq ans plus tard en faisant campagne pour François Hollande au deuxième tour des présidentielles de 2012 (LO pour sa part refusant d'appeler explicitement à l'abstention). Nous avons dit au contraire qu'il n'y avait aucun choix pour les travailleurs, ni en 2007 ni en 2012.

Le journal de jeunesse du NPA, *l'Étincelle anticapitaliste* (mars), déclare aujourd'hui :

« 2010 : huit millions de personnes dans la rue, les raffineries bloquées, deux mois et demi de mouvement. Mais la réforme des retraites est passée, et c'est vers 2012 que les regards se sont tournés. Hollande en a profité pour faire le plein de voix. Quatre ans plus tard, des millions de personnes ont fait l'expérience de la perversité particulière du gouvernement socialiste, qui non seulement a poursuivi l'œuvre propatronale, mais a pu le faire, "gauche" oblige, avec l'assentiment des grandes directions syndicales. »

Sauf qu'en 2010 le NPA avait lui-même orienté les travailleurs vers les élections, son porte-parole Olivier Besancenot déclarant que « beaucoup de l'issue de 2012 se joue dans la bataille des retraites. C'est maintenant qu'il faut affaiblir le gouvernement et la droite » (*Tout est à nous*, 2 septembre 2010).

Contrairement à 2006 ou 2010, c'est aujourd'hui un gouvernement capitaliste nominalement « de gauche » qui mène

l'attaque contre les travailleurs et les jeunes, avec le PS écartelé au sommet entre ceux qui veulent rester des traîtres sociaux-démocrates et ceux qui comme Valls veulent rompre ouvertement avec le mouvement ouvrier et devenir de simples politiciens bourgeois.

Les partis ouvriers réformistes sont en recul dans toute l'Europe ; en Italie l'ex-PC est devenu un simple parti bourgeois, le Parti démocrate du Premier ministre Matteo Renzi. A part le phénomène Jeremy Corbyn dans le Parti travailliste britannique, ce sont des populistes bourgeois, qui ne prétendent même plus se revendiquer de la classe ouvrière, vers lequel se tournent un nombre significatif de travailleurs (Podemos en Espagne, Syriza et l'Unité populaire en Grèce) – quand ce n'est pas vers le populisme d'extrême droite (en France le FN). Côté gauche en France on a Jean-Luc Mélenchon, avec son « ère du peuple » pour tourner la page de l'« ère du prolétariat ».

Pour les réformistes aujourd'hui, de même que pour ceux du NPA en 2010, une mobilisation ouvrière dans la rue et les usines doit servir de point de départ pour forger une nouvelle voie de garage parlementaire, une alliance de front populaire incluant des formations bourgeoises « de gauche » (Verts, mélenchonistes...) et les sociaux-démocrates (frondeurs du PS, PCF) avec le NPA etc. à la traîne. Si ce n'est Aubry, ce sera Mélenchon ou quelqu'un d'autre.

Non ! **A bas la collaboration de classe avec la bourgeoisie !** Il faut rompre avec le cycle infernal d'un gouvernement capitaliste de « gauche » (à chaque fois plus anti-ouvrier que le précédent) et du retour en force de la réaction. De par sa place dans la production, le prolétariat est la seule classe sociale qui a la puissance et l'intérêt historique pour renverser le système capitaliste tout entier grâce à une révolution socialiste, dirigée par un parti de type bolchévique s'inspirant de la Révolution russe de 1917.

A bas l'Union européenne et son instrument financier l'euro !

La loi El Khomri est censée ficher le dernier clou dans le cercueil du soi-disant « Etat-providence », pour moderniser la France et lui permettre d'arrêter de décrocher encore un peu plus face à la concurrence. Emmanuel Macron, le ministre de l'Economie, a ainsi déclaré : « Cela va permettre d'aligner la France sur le droit de l'Union européenne. C'est le début de l'adaptation de notre économie à la modernité, qui va ouvrir plus d'agilité et en même temps plus de sécurité individuelle, non pas statutaire ou corporatiste » (*le Monde*, 17 mars).

L'Union européenne (UE) est un bloc réactionnaire et instable entre puissances rivales. Chaque « directive de Bruxelles » représente une nouvelle attaque contre les ouvriers dans chaque pays. Si le premier bénéficiaire de l'UE aujourd'hui est l'impérialisme allemand, le deuxième n'est autre que son rival français dont la rapacité vis-à-vis, par exemple, de la Grèce n'a rien à envier à celle des banquiers de Francfort. **A bas l'UE et l'euro !**

Mais les réformistes offrent un boulevard au FN en continuant à chercher à réformer l'Union européenne dans un sens plus « social », ce qui permet au FN de se présenter comme le seul véritable opposant à l'UE. Les bureaucrates syndicaux de la CGT font campagne pour « produire en France », attisant ainsi le chauvinisme dont se nourrit le FN au lieu de lutter pour l'unité internationale des travailleurs contre les capitalistes. **Les ouvriers n'ont pas de patrie !**

Tous les acquis ouvriers sont éminemment réversibles sous le capitalisme. Après la Deuxième Guerre mondiale les capi-

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Xavier Brunoy

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0920 P 11506.
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

talistes avaient été contraints, notamment en Europe de l'Ouest, d'accepter des concessions significatives aux travailleurs face à des luttes combatives et face à la menace que représentaient pour l'ordre capitaliste international l'Union soviétique issue de la révolution d'Octobre et les pays de l'Est. Les capitalistes avaient été expropriés dans ces pays, en dépit de l'usurpation du pouvoir politique par une caste bureaucratique stalinienne parasitaire.

Aussi la lutte pour les acquis ouvriers ici allait de pair avec la défense inconditionnelle de l'Union soviétique et des pays de l'Est contre les menaces impérialistes et contre le danger d'une contre-révolution. C'est le programme pour lequel nous – et nous seuls – avons lutté à l'époque ; nous avions pour perspective à l'Est une révolution politique prolétarienne pour chasser les bureaucrates staliniens nationalistes et instaurer le pouvoir politique de conseils ouvriers (ou soviets), et à l'Ouest chasser les capitalistes par une révolution ouvrière. La contre-révolution capitaliste, il y a vingt-cinq ans, a été en Europe de l'Est et en Union soviétique une immense défaite pour les travailleurs du monde.

Nous luttons non pas simplement contre une démoralisation temporaire suite à cette défaite : il s'agit de redonner aux travailleurs et aux opprimés la perspective d'une société socialiste sans classe. Les anciens n'y croient plus depuis la soi-disant « mort du communisme », et les jeunes n'ont même pas idée qu'il soit possible d'envisager une société communiste d'abondance pour tous, selon le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». La lutte pour réimplanter le marxisme va de pair avec la lutte pour forger un parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde.

Pour une perspective lutte de classe !

Non seulement les syndicats n'organisent qu'une minorité des travailleurs, mais en plus ils sont divisés entre plusieurs chapelles syndicales, ce qui permet par exemple aujourd'hui au gouvernement de s'appuyer sur la CFDT contre la CGT. Une direction lutte de classe chercherait à organiser *tous* les travailleurs dans un seul *syndicat industriel*, y compris les CDD, les intérimaires et les sous-traitants, pour en finir avec tous ces contrats au rabais. *Une industrie, un seul syndicat !* De tels syndicats ne verront le jour que dans le cadre de grandes luttes de classe, et contre les appareils bureaucratiques de la CGT, de la CFDT, de FO, etc.

Face à la menace d'une augmentation sans fin des heures

de travail pour ceux qui ont encore un emploi, la CGT propose aujourd'hui la semaine de 32 heures. Très bien, mais il en faut plus pour donner du travail à tous vu le taux de chômage actuel ! Il faut le *partage du travail entre toutes les mains, sans perte de salaire*.

Les revendications les plus élémentaires contre la gangrène du chômage se heurtent en permanence à la rapacité des capitalistes. Les capitalistes, bien sûr, diront que ce n'est pas possible, que leurs finances ne le leur permettent pas, en dépit du CICE et autres milliards dont leur a fait cadeau ce gouvernement. Une direction révolutionnaire répondrait : eh bien ouvrons les livres de compte, les travailleurs révéleront eux-mêmes au grand jour les escroqueries des patrons. Cela pose la question de comités de grève, de comités d'usine et finalement de soviets. Comme le disait Trotsky en 1938 dans le *Programme de transition* :

« Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

A bas les lois sécuritaires racistes !

La « guerre contre le terrorisme » a son pendant intérieur contre la population musulmane française et immigrée, et son pendant extérieur avec des interventions militaires meurtrières au Mali, en Libye ou en Syrie ; on ne peut s'opposer sérieusement à l'un sans s'opposer à l'autre. Pour faire passer sa loi, le gouvernement cherche à dresser les uns contre les autres les musulmans et les non-musulmans – on ne peut le mettre en échec qu'en s'opposant à tous les aspects de cette « guerre contre le terrorisme ». *Troupes françaises, hors d'Afrique et hors du Proche-Orient !*

Le gouvernement matraque et expulse les réfugiés qui fuient les guerres menées par les impérialistes en Syrie ou ailleurs. Il cherche même à se donner les moyens de prendre leurs papiers à ceux qui en ont, y compris des papiers français. Une composante stratégique de la classe ouvrière est ainsi visée, justement la moins susceptible de communier à l'union nationale pour sauver le capitalisme français. Contre cette infamie le mouvement ouvrier devrait lutter *pour les pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici, et contre toutes les expulsions. Aucune déchéance de nationalité ! A bas l'état d'urgence !*

Hollande est en train de légaliser toutes les pratiques arbitraires des flics, y compris les perquisitions de nuit et l'espionnage des communications privées. Il promet l'impu-

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____
Adresse _____ CP _____
Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

Ligue trotskyste de France

Paris

Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

LTF, Centre 316,
82 rue Jeanne D'Arc
76003 Rouen

Tél : 09 73 62 16 10

E-mail : ltfparis@hotmail.fr

Site web de la LCI : www.icl-fi.org

nité aux flics alors même qu'il accroît leur dotation en armes de guerre. La police, les juges, les matons et les militaires sont le bras armé de la bourgeoisie, le noyau de l'Etat bourgeois. La « guerre contre le terrorisme » n'est qu'un habillage pour la fonction réelle de la police : préserver par la violence la propriété privée capitaliste en matant toute velléité de révolte des opprimés, et surtout de la classe ouvrière. La criminalisation des étudiants en lutte contre la loi El Khomri a déjà commencé. ***A bas Vigipirate et Sentinelle ! Flics, vigiles et matons, hors des syndicats !***

Pour des mobilisations du mouvement ouvrier et des minorités contre les fascistes !

La bourgeoisie dispose encore d'une autre carte pour réprimer la classe ouvrière. Si le cinéma parlementaire et la répression policière ordinaire s'avéraient, à un moment, insuffisants pour contenir les protestations ouvrières, et si s'ouvrait le spectre d'une offensive révolutionnaire du prolétariat, la bourgeoisie n'aurait aucun scrupule à avoir recours aux fascistes, qui sont ses bandes armées « extra-parlementaires ».

On avait vu les fascistes multiplier les coups de main contre les étudiants et les travailleurs grévistes dans la dernière phase de la lutte contre le CPE, ainsi que contre les cheminots pendant la « réforme » des retraites en 2010. C'est

pourquoi il faut stopper les fascistes quand ils sont encore de petits groupes paramilitaires relativement faibles – grâce à des mobilisations de masse de la classe ouvrière, avec derrière elle les minorités ethniques, raciales et sexuelles menacées directement par cette racaille.

Mais le phénomène du fascisme est inhérent au capitalisme à l'ère impérialiste. Il se base sur une mobilisation de la petite bourgeoisie menacée de ruine par la crise sans fin du capitalisme. Les dirigeants ouvriers réformistes, tout occupés qu'ils sont à gérer le système pour le compte du grand capital, ne peuvent que pousser dans les bras des fascistes ces couches guettées par le déclassement social, étranglées par les prêts bancaires et coincées dans des pavillons en périphérie urbaine, alors qu'autour d'eux ferment les usines. C'est sur cette base que prospère électoralement aujourd'hui le Front national.

La crise économique dans laquelle se débat le capitalisme n'a pas de solution dans le cadre d'un seul pays. Il faut non seulement renverser la bourgeoisie et instaurer le pouvoir des travailleurs grâce à une révolution dirigée par un parti léniniste, il faut une solution **internationale** par l'extension de la révolution à tout le continent et au monde entier. La lutte pour les **Etats-Unis socialistes d'Europe** est inséparable de la lutte pour reforger la Quatrième Internationale de Léon Trotsky. ■

MEETING-DÉBAT DE LA LIGUE TROTSKYSTE

Lundi 4 avril 2016, 19h30

Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
(Métro ligne 9, station Rue des Boulets)

Pour contacter la LTF

(tél.) 01 42 08 01 49 – (e-mail) ltfparis@hotmail.fr